

FUTURA

Historique : l'IA va devoir se plier à des lois internationales

Podcast écrit et lu par Adèle Ndjaki

[Générique d'intro, une musique énergique et vitaminée.]

Les premières normes de l'ONU en matière d'intelligence artificielle, c'est l'actu de la semaine dans Vitamine Tech !

[Fin du générique.]

Depuis le déploiement de l'intelligence artificielle dans la société, peu sont les textes législatifs encadrant leur utilisation. Un fait qui peut paraître étonnant lorsque que l'on voit toutes les possibilités qu'offrent ces nouvelles technologies, des facultés pouvant être aussi négatives que positives pour autrui. Pour enfin réguler le secteur de l'IA à l'échelle mondiale, l'ONU a donc adopté pour la première fois une résolution qui vous allez le voir aurait l'objectif de donner un cadre plus éthique à l'intelligence artificielle.

[Une musique électronique calme.]

C'est une première. L'Assemblée générale des Nations unies, l'ONU, a décidé d'adopter une résolution qui viendrait donner un cadre éthique à l'intelligence artificielle. Et ce, quelques jours après que le Parlement européen ait adopté une législation encadrant pour la première fois l'utilisation des IA. Au vu de la montée en puissance des intelligences artificielles, les Nations unies auraient mis en place des normes internationales qui devraient d'après leur volonté garantir des systèmes d'IA « sûrs, sécurisés et dignes de confiance. ». Proposée par les États-Unis et appuyée par plus de 120 pays, cette toute première résolution vient mettre en avant la nécessité de concilier les avancées technologiques permises par l'IA avec les droits de l'homme et les enjeux environnementaux. L'objectif serait donc de « favoriser plutôt que d'entraver la transformation numérique et l'accès équitable aux avantages que procurent ces systèmes » afin d'atteindre les objectifs de développement durable auxquels l'ONU doit parvenir d'ici à 2030. Pour faire court, l'intelligence artificielle doit être utilisée au service de nos sociétés et de leur développement durable. Mais revenons sur quelques points, à quoi font référence les Nations Unies lorsqu'ils parlent de « favoriser plutôt que d'entraver la transformation numérique et accès équitable aux avantages que procurent ces systèmes » ? Par cette résolution, l'organisation internationale s'engagerait à réduire le fossé numérique entre les pays ainsi qu'en leur sein. Rappelant les inégalités existantes entre les différents pays du monde, l'ONU a ainsi demandé à ses membres de donner aux pays en développement et surtout aux États les moins avancés, les moyens de lever les principaux obstacles structurels et les barrières qui les empêcheraient d'accéder aux

avantages liés à ces nouvelles technologies. En termes d'avantage, l'ambassadrice américaine à l'ONU, Linda Thomas-Greenfield, a d'ailleurs mis en avant les possibilités générées par l'IA pour « accélérer la lutte contre la pauvreté, sauver des vies ou encore protéger la planète... ». La résolution insiste également sur les menaces que peuvent représenter l'intelligence artificielle : risque de nuire aux droits humains, risque de renforcer les préjugés et les discriminations ainsi que risque de mettre en danger la protection des données personnelles, les Nations unies le reconnaissent, sans mise en place de garanties, l'IA constitue un véritable danger si elle est utilisée à mauvais escient. Par conséquent, l'Assemblée a demandé à ses États membres ainsi qu'aux autres parties prenantes de « s'abstenir ou de cesser de se servir des systèmes d'intelligence artificielle qu'il est impossible d'utiliser dans le respect des droits humains ou qui présentent des risques excessifs pour l'exercice des droits humains ».

[Virgule sonore, une cassette que l'on accélère puis rembobine.]

[Une musique de hip-hop expérimental calme.]

D'après Kamala Harris, la vice-présidente des États-Unis, nous viendrions d'assister à une étape historique en ce qui concerne l'établissement de règles internationales pour l'intelligence artificielle. Selon cette dernière, l'IA devrait être développée de façon à nous protéger de potentiels préjudices tout en s'assurant que chacun d'entre nous puisse « profiter de ces avantages ». Cette nouvelle résolution donnerait donc l'opportunité à la communauté internationale de « gouverner cette technologie plutôt que de la laisser nous gouverner » selon les dires de Linda Thomas-Greenfield, l'une des ambassadrices porteuses du texte. Cette résolution représente ainsi une belle avancée en ce qui concerne la régularisation de l'intelligence artificielle, mais représente aussi de l'espoir pour le futur. Même si les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies ne sont pas juridiquement contraignantes, certaines multinationales du secteur comme Meta, Google ou Microsoft ont manifesté leur accord avec ce texte. Les pourparlers qui auraient conduit à cette résolution pourraient également servir de modèle pour les conversations futures sur les défis de l'IA. C'est ce qu'espère Linda Thomas-Greenfield. Ces pourparlers pourraient servir d'après cette dernière dans d'autres domaines, comme celui de la paix, de la sécurité ou encore celui de l'utilisation militaire responsable de l'IA. Car d'autres mesures seront certainement prises dans les mois et années qui suivent pour encadrer au mieux l'utilisation et le développement de ces nouvelles technologies.

[Virgule sonore, un grésillement électronique.]

C'est tout pour cet épisode de Vitamine Tech. Pour ne pas manquer nos futurs épisodes, abonnez-vous dès à présent à ce podcast. Et si vous le pouvez, laissez-nous une note et un commentaire. Cette semaine, je vous invite à découvrir notre dernier épisode de Futura RÉCAP', dans lequel je vous énonce les 5 actus de la semaine à ne surtout pas rater ! Pour le reste, je vous souhaite une excellente journée ou une très bonne soirée et je vous dis à la prochaine dans Vitamine Tech.

[Un glitch électronique ferme l'épisode.]